

*Questions orales*

l'environnement et sur un mécanisme de règlement des différends qui en tiendrait compte?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Il faudrait que mon ami soit très prudent lorsqu'il parle de clause d'accession, parce que cela ouvre des portes intéressantes dans d'autres matières.

En ce qui concerne l'environnement, je vous assure que cela fait partie justement des pourparlers du gouvernement canadien dans toutes nos initiatives mondiales. Comme je le signalais hier dans un discours en ce qui concerne l'après-Rio, nous avons l'intention d'en faire une priorité dans nos négociations commerciales, justement, surtout au niveau du GATT. Cela nécessite, bien sûr, le concours et la collaboration de tous les pays, mais le Canada est en train de poser des gestes, je pense, de leadership dans ce domaine et nous allons en inviter d'autres à nous suivre.

[Traduction]

**M. Paul Martin (LaSalle—Émard):** Monsieur le Président, je voudrais poser une question supplémentaire au premier ministre.

La conférence de Rio porte sur l'environnement, le commerce et les relations entre les riches et les pauvres. L'Accord de libre-échange nord-américain porte précisément sur les mêmes questions, et le premier ministre ne peut pas dire une chose au Brésil et une autre au Mexique et espérer conserver la moindre crédibilité.

Le premier ministre va-t-il inclure l'application des normes environnementales communes directement dans l'accord avec le Mexique et dans son mécanisme de règlement des différends?

Le premier ministre a dit que l'environnement devrait être la priorité de la prochaine ronde de négociations du GATT. Va-t-il maintenant prouver sa sincérité dans la ronde actuelle de négociations avec le Mexique?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je suis certes d'accord avec certaines observations de mon collègue. La conférence de Rio ne va pas porter seulement sur l'environnement, mais sur le problème de la dette étrangère, de l'aide et du commerce en ce qui concerne les pays en voie de développement et sur la manière dont leur situation économique peut assumer les frais énormes qu'entraîne la préservation de leur environnement.

Il ne s'agit pas d'une bifurcation, mais à la conférence de Rio il faut accorder une égale importance aux problèmes du développement du tiers monde. Mon collègue l'a fait remarquer fort justement, je pense.

La politique du Canada visant à supprimer la dette des pays de l'Afrique subsaharienne est la solution aux créances irrécouvrables. L'endettement des pays des Caraïbes, des pays en voie de développement, fait partie intégrante de cette démarche générale.

En ce qui concerne le commerce, nous sommes surpris par l'opposition que nous voyons à la Chambre, parce que justement conclure un accord de libre-échange avec des pays en voie de développement, comme le Mexique, est un des moyens dont nous disposons pour augmenter le niveau de vie de ces pays en leur donnant accès à des marchés développés afin qu'ils puissent enrichir leurs citoyens, et de ce fait augmenter le niveau de vie de tous leurs habitants.

À cause de ce principe fondamental, et parce qu'il vient d'être si bien exprimé, j'en conclurais donc, parce que mon collègue est aussi le porte-parole en matière d'environnement et, je pense, le porte-parole associé en matière de finances, qu'il parle au nom du Parti libéral et qu'il exprime l'appui total de son parti en faveur d'un accord de libre-échange nord-américain avec le Mexique.

\* \* \*

**LA MINE WESTRAY**

**L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon):** Monsieur le Président, ma question, qui s'adresse au premier ministre, porte sur le tragique accident survenu à la mine Westray.

Le 20 mai, le ministre chargé des Petites entreprises a assuré à la Chambre que le gouvernement divulguerait, et je cite, «tous les renseignements pertinents dès que possible». Quinze jours plus tard, nous n'avons toujours rien.

J'aimerais demander au premier ministre s'il est prêt à promettre à la Chambre de communiquer dès cette semaine tous les documents concernant la mine Westray et d'expliquer comment les décisions ont été prises.

**L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)):** Monsieur le Président, j'ai le plaisir d'informer mon amie que les documents, qu'on est en train de compiler, seront déposés à la Chambre cette semaine.